

Europe et Turquie

Au-delà des préjugés

● ● ● **Juliette Sargnon**, Paris

Etudiante en Affaires internationales à l'IEP et en Turcologie et Persanologie à l'Institut des langues orientales (Paris)

Pour ou contre l'intégration de la Turquie ? Beaucoup d'arguments sont avancés et la plupart s'équilibrent dans l'indétermination. L'histoire ne plaide ni en faveur de, ni contre l'entrée de la Turquie : on ne peut pas comprendre l'histoire de l'Europe sans comprendre celle de l'Empire ottoman, mais les Ottomans étaient-ils pour autant Européens ou symbolisaient-ils justement l'ennemi ? Y avait-il une quelconque identité européenne à l'époque ? Quant à l'histoire de la Turquie contemporaine, elle présente des spécificités particulières mais reste celle d'un pays moderne, ayant intégré les caractéristiques des pays européens modernes. La géographie non plus n'est pas déterminante, une partie, certes limitée, du pays étant sur le continent européen, une grande partie se trouvant en Asie. Mais l'Europe se doit-elle d'avoir des limites géographiques ? L'économie turque, quant à elle, est définie tour à tour comme un gouffre pour le budget européen ou, si on tient compte de la forte croissance qui l'entraîne actuellement,¹ comme un marché jeune et florissant, bénéfique à l'économie européenne. On évoque aussi l'immigration et la menace de tout un peuple qui voudrait envahir

les terres européennes. On oublie qu'immigrer est un processus complexe, que beaucoup de Turcs d'Europe souhaiteraient retourner dans leur pays, et que si la Turquie entre dans l'Union européenne (U.E.), à moyen terme, les marchés du travail seront unifiés et il n'y aura plus alors de moteur à l'immigration.

Finalité de l'U.E.

La question n'est pas de savoir s'il existe des faits objectifs permettant de classer la Turquie comme européenne ou pas, puisque les critères d'eupéisme ne sont pas définis ni, en tout cas, restrictifs. La question n'est pas non plus de savoir si la Turquie sera bénéfique ou pas à l'U.E., puisque celle-ci n'est pas une entité mais un processus et que l'U.E. elle-même crée un espace intégré qui bénéficie à tous les partis. Et cela ne dépend pas tant des données turques que des méthodes européennes d'intégration. La Turquie qui entrera dans l'U.E.² sera bien différente de celle d'aujourd'hui et il en va de même pour l'U.E. Non, la véritable question qui se pose est double : quelle est l'ultime finalité de l'Union européenne et à quel rythme entend-elle poursuivre cette finalité ? Le débat n'est pas encore tranché : l'Union européenne doit-elle être un espace éco-

société

Le 17 décembre 2004, l'Union européenne a dit « oui » à l'ouverture des négociations avec la Turquie, un oui circonstancié, et il faut s'en réjouir. Beaucoup de questions relatives à cette éventuelle intégration de la Turquie se posent et elles sont essentielles.

Malheureusement, le débat est sous-tendu par de forts préjugés. La Turquie est mal connue et mal comprise de l'Europe ; elle en est responsable en partie car elle est une nation extrêmement paradoxale et difficile à appréhender dans toute sa complexité ; mais c'est aussi la faute de l'Europe qui conserve sa tendance à essayer de comprendre l'autre à travers son propre prisme.

1 • Croissance de 9 % en 2003 et 2004.

2 • On parle de 2014 au plus tôt.

nomique privilégié ou une actrice politique forte ? Il semble pourtant que la volonté des pères fondateurs fut claire : l'utilisation du levier économique dans le but de réaliser des projets politiques audacieux.

Jusque-là, l'U.E. semble y être parvenue : la mise en commun de la production de fer et de charbon a permis la pacification réussie des relations franco-allemandes ; le développement de sociétés « sociales-démocrates » (libres et capitalistes mais offrant un certain nombre de garanties sociales) dont l'intégration des pays de l'Est en est le facteur le plus probant.

Le prochain projet politique audacieux de l'U.E. pourrait être celui de prouver la possible cohabitation et compatibilité entre l'Occident et l'Islam. La Turquie en est un modèle, certes non parfait, mais réussi ; la Turquie dans l'Union européenne serait un exemple encore plus brillant.

Reste la question du rythme de la réalisation de ce projet. Il serait en effet ambitieux de penser l'U.E. assez forte pour accomplir sur une courte durée et sans en pâtir de si importants élargissements. Elle vient d'accueillir dix nouveaux Etats membres et doit travailler dur et en priorité à l'intégration de ces pays dans le système européen. Le calendrier et les restrictions inclus dans la décision du 17 décembre prennent déjà cela en compte, et c'est une bonne chose.

Responsabilité de l'U.E.

Cependant l'Union européenne se doit de s'ouvrir à la Turquie. Elle lui a trop souvent promis, et depuis trop longtemps,³ qu'elle pourrait y entrer. C'est désormais une question de dignité pour l'U.E. car repousser l'échéance ce n'est pas seulement rompre une promesse, c'est aussi continuer à abuser d'une si-

tuation de dominant pour imposer des réformes et des sacrifices et pour tirer profit d'une relation déséquilibrée.

La Turquie est prête à entrer dans l'Europe, peut-être pas chaque individu de chaque village de l'Anatolie, mais on n'a jamais exigé cela des nouveaux arrivants.⁴ Les classes moyennes turques sont d'ores et déjà européennes dans leur mode de vie, et les foyers économiques intégrés aux marchés européens.

La Turquie, dans l'optique de son intégration dans l'U.E., s'est réformée considérablement depuis trois ans et a même pris des risques importants, notamment en s'attaquant au pouvoir politique et exécutif de l'armée, jusque-là garant de la stabilité du pays. Il lui faut des garanties en retour.

Des progrès importants en termes d'Etat de droit, de droits de l'homme, de respect des droits des minorités ethniques et religieuses ont été effectués.⁵ Certes, la situation est loin d'être parfaite et il faut s'assurer de la réelle mise en œuvre de ces progrès. Mais on serait sûrement étonné des résultats si l'on appliquait à la plupart des pays européens les mêmes critères ! Parce que pour des raisons autres on craint l'entrée de la Turquie, le concept du respect des droits de l'homme a trop souvent servi de prétexte.

D'autre part, on accuse la Turquie d'un certain nombre de maux (questions arménienne, chypriote, kurde) dont elle n'est, il est vrai, en rien innocente. Mais on parle assez peu de la responsabilité de l'Europe à propos de ces mêmes

3 • La Turquie et l'Union européenne ont signé un accord d'association en 1963.

4 • Espagne, Italie, Grèce, pays de l'Est.

5 • Reste que les droits des communautés religieuses non musulmanes ne sont pas encore clairement établis et reconnus (n.d.l.r.).

problèmes. Je ne prendrais que l'exemple kurde : ce n'est sûrement pas l'Europe qui a créé la situation, mais elle a certainement contribué à la compliquer et à la faire perdurer. En voulant soutenir le sort, certes malheureux, des Kurdes, l'Union européenne a soutenu le PKK⁶ jusqu'en 2002, notamment en reconnaissant le statut de réfugié à ses militants (qui, souvent, ne sont devenus militants qu'une fois en Europe pour justement obtenir le statut) et en encourageant ainsi une source de financement du parti depuis l'Europe. L'Union européenne a ainsi donné bien du fil à retordre à une Turquie, certes brutale dans ses moyens d'action, mais qui semble à présent bien mieux comprise, la lutte contre le terrorisme étant devenue une politique publique internationale.

Un plus pour l'Europe

La « morale » imposerait donc à l'U.E. d'accueillir la Turquie, mais elle ne doit pas pour autant le faire à reculons. L'Union européenne a beaucoup à gagner avec l'intégration de la Turquie. Il faut sortir d'un certain eurocentrisme admettant que la vie en Europe est bien meilleure qu'ailleurs, notamment qu'en Turquie. D'un point de vue matériel, certainement. D'un point de vue du mode de vie, c'est plus discutable.

L'Europe se fait la championne de la démocratie, des libertés individuelles, des droits de l'homme, et, en effet, le rôle qu'elle a joué (et qu'elle joue encore) dans l'histoire de l'humanité, de la Renaissance à aujourd'hui, est plus que louable, il faut le reconnaître. Pour autant les sociétés européennes sont

loin d'être parfaites et sont peut-être allées un peu trop loin dans leur soif de liberté, en faveur de l'individualisme et aux dépens de la solidarité et du respect.

L'Europe vue par un Turc en Turquie, c'est une terre de liberté et de prospérité. On l'envie pour son Etat de droit, pour sa capacité à créer des individus libres et émancipés de toutes contraintes sociales, libres de choisir leur mode de vie, leur futur. Mais l'Europe vue par un Turc en Europe, c'est une terre bien plus ingrate. Certes on y est libre, mais on y est seul : les gens s'ignorent, s'invitent rarement les uns les autres, les personnes âgées sont abandonnées dans des centres spécialisés, les familles sont déstructurées, des pans entiers de la population sont exclus (SDF, clochards) ou on les laisse se marginaliser (groupes de jeunes plus ou moins extrémistes), la plupart des gens ne pensent qu'à leur propre destinée, à leur projet professionnel et en font la priorité de leur quotidien, en bref personne ne s'entraide.

La solidarité certes persiste en Europe à l'échelle de l'Etat social, mais rarement à l'échelle des individus. Ceci crée un malaise profond et rompt l'harmonie de la société, ce qui choque terriblement les Turcs. On ironise même en Turquie en disant que les mots *ahlak* (mœurs, bonne conduite) et *aygi* (respect) sont intraduisibles dans les langues européennes, qu'ils n'y existent pas.

La société turque est en effet beaucoup plus chaleureuse, plus exigeante aussi (on y a beaucoup plus d'obligations sociales), la jeunesse est respectueuse et polie. Tenir la porte et céder sa place dans les transports en commun sont des gestes systématiques, les gens s'entraident, ne laissent jamais les autres seuls. Tous les Turcs d'Europe que je connais (des étudiants sur-éduqués, aux réfugiés politiques de toutes origines, en

6 • Parti des travailleurs du Kurdistan, organisation luttant pour la libération nationale des Kurdes.

passant par de jeunes Turcs nés en Europe) ne rêvent souvent que de retourner en Turquie. Et cela ne s'explique pas seulement par un certain mal du pays bien naturel, mais surtout parce que, malgré des difficultés plus importantes en Turquie pour obtenir une bonne position, le mode de vie y est tout simplement plus humain. La société turque impose beaucoup mais donne énormément. L'Islam, qui est en Turquie laïque un Islam modéré, explique en partie cette persistance d'un mode de vie respectueux et solidaire, valeurs défendues par toutes les grandes religions.

Pour autant, il ne faut pas voir en la Turquie une société traditionnelle. Et c'est ce qui fait l'extrême richesse et complexité de ce pays. Les modes de vie, en tout cas dans les grandes villes de l'Ouest, mais aussi dans la mentalité de beaucoup de jeunes d'origine plus rurale (ce qui permet de concevoir l'avenir avec optimisme) sont fortement imprégnés des valeurs qui nous sont si chères en Europe : les capacités d'initiatives, l'autonomie et le travail des femmes, l'éducation pour tous, une conscience croissante des nécessités d'un Etat de droit, la démocratie... et tout cela sans pour autant céder du lest sur les notions de solidarité et de respect.

Un carrefour

Il ne faut pas juger la Turquie à travers les Turcs qui vivent en Europe - souvent d'ailleurs sévèrement critiqués par ceux de Turquie - qui donnent une image de leur pays très différente de celle que je viens de présenter. Les sociétés européennes présentent des caractéristiques d'intégration intéressantes, mises cependant en échec pour une grande partie de la population immigrée. Parce que les sociétés européennes sont trop

individualistes et représentent un monde dur et sévère, il est plus facile pour un immigré Turc de se réfugier dans ses traditions et dans son monde culturel d'entraide réciproque. Et lorsqu'on vient directement d'un petit village anatolien, qu'on n'est pas passé par la phase intermédiaire de la vie urbaine, et qu'on se trouve subitement projeté dans une grande ville grise industrielle d'Allemagne ou des Pays-Bas, on devient rarement un champion de la modernité, mais plutôt un défenseur conservateur des traditions, traditions qui sont souvent « reconstruites ». C'est le principe même de la réaction : les groupes turcs les plus patriarcaux et traditionnels sont sûrement plus nombreux en Europe qu'en Turquie.

La Turquie est un pays riche et complexe parce qu'elle est un carrefour : pas seulement en terme de géographie, mais aussi de culture, de mode de vie. Elle a appris à équilibrer et à intégrer ces différents éléments, à intégrer l'Est et l'Ouest, traditions et modernité. Là où l'Europe n'arrive pas à gérer sa diversité interne, elle pourrait tirer avantage de l'intégration de la Turquie pour créer des sociétés multiculturelles - mais cohérentes - et résoudre le problème des communautés immigrées, notamment des minorités turques.

L'intégration de la Turquie à l'U.E. sera bénéfique à la Turquie en termes de prospérité et de liberté, mais elle sera aussi une chance pour l'Europe. Une chance d'abord d'essayer de revenir à des idéaux de sociétés plus humaines. Une chance aussi d'utiliser la Turquie et son modèle de symbiose entre traditions et modernité pour devenir un espace mieux intégré.

J. S.